

Demande d'emploi

Une croissance contenue de la demande d'emploi

En 2014, la demande d'emploi a progressé près de deux fois moins rapidement qu'en France. En lien avec le contexte économique, les difficultés pour sortir du chômage se sont néanmoins renforcées pour les demandeurs d'emplois les moins qualifiés et les plus âgés.

Line Leroux - Louise Obein, Directrice

En 2014, la Picardie se caractérise par une croissance de la demande d'emploi plus contenue qu'en France métropolitaine. Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de +1,8 % pour la catégorie A, soit quelque 2 004 de plus en un an, contre +5,4 % en moyenne métropolitaine. En tenant compte des personnes en activité réduite, le nombre de demandeurs d'emploi (catégories ABC) s'élève à 173 548, soit une hausse annuelle de 6 106 nouveaux demandeurs (+3,6 % contre +6,4 % en France). L'Oise absorbe 63 % des inscrits supplémentaires en catégorie A et 46 % en catégories ABC.

Des régions limitrophes, la Picardie enregistre la plus faible évolution annuelle. Notamment par rapport au Nord-Pas-de-Calais où la situation s'est davantage détériorée (+4,4 % des catégories ABC). En Île-de-France, l'évolution est proche de la moyenne nationale (+6,4 %).

Cependant en Picardie, la situation du marché du travail reste critique. Les inscriptions ont progressé modérément mais demeurent plus nombreuses que les sorties. Par ailleurs, ce sont les entrées en stage et les radiations administratives qui contribuent le plus à la hausse des sorties des listes. La dégradation du marché du travail entre 2013 et 2014 se ressent dans des secteurs importants tels que la construction, le bâtiment et travaux publics (+4,9 %), le transport et la logistique et les métiers du commerce (+4,4 %), les services à la personne et à la collectivité (+4,0 %). Les métiers de l'hôtellerie, la restauration, tourisme, loisirs et animation, légèrement moins présents en Picardie enregistrent la plus forte hausse avec +6,2 % (catégories ABC).

Un chômage persistant

Face au déclin des activités industrielles non compensé par les services, la région est frappée par un chômage structurel, expliquant en partie ses mauvaises performances de retour à l'emploi. Ainsi, la Picardie détient le plus fort taux de persistance¹ au chômage. Douze mois

¹ Source Pôle Emploi : donnée à fin juillet 2013 calculée sur la dernière cohorte.

après leur inscription, 45,8 % des demandeurs d'emploi (42 % en moyenne nationale) ne sont sortis des listes que pour de courtes périodes (pas plus de 4 mois).

En 2014, les chômeurs de longue durée représentent 47,4 % des demandeurs d'emploi contre 43,2 % en France. Ils ont une nouvelle fois progressé plus vite : +5,1 % contre +2,4 % pour les inscrits depuis moins d'un an. En 2014, ce sont en premier les métiers² de l'industrie (la mécanique et le travail des métaux, l'industrie de process, les matériaux souples, bois, industries graphiques), des transports, logistique et tourisme, de l'agriculture, mais aussi de la gestion et administration des entreprises pour lesquels les chômeurs peinent le plus à sortir des listes rapidement.

De surcroît, les difficultés de reclassement sont renforcées par un déficit de qualification des chômeurs. Suite à la perte de milliers de postes industriels depuis 2008, la Picardie détient la part la plus élevée en France d'adultes de plus de 25 ans sans qualification (36,9 %) parmi les inscrits. Ce phénomène affecte davantage les hommes.

Une légère embellie de la situation des jeunes

Les plus de 50 ans, pour qui les chances de trouver un emploi sont moindres, ont été, de nouveau cette année, les plus affectés par la montée du chômage de longue durée : +11,8 % contre +3,9 % pour les 25-49 ans. Cette progression a été plus marquée dans la Somme : +13,8 % contre +11,7 % dans l'Oise et +9,9 % dans l'Aisne. À l'inverse, les jeunes profitant d'une politique d'emploi active centrée sur les emplois d'avenir, enregistrent un recul du chômage de longue durée (de plus d'un an) de 5,4 %. Celui-ci est plus important dans l'Aisne (-11,1 %) que dans l'Oise (-1,1 %) et la Somme (-3,4 %). Néanmoins, la Picardie, plus jeune qu'en moyenne, reste une des régions les plus concernées par le chômage des jeunes, le

² L'analyse des déséquilibres entre offres et demandes d'emploi par métier ne concerne que le champ couvert par Pôle emploi.

déficit de formation constituant un handicap dans les parcours professionnels (17,9 % des inscrits contre 15,1 % en moyenne pour les jeunes chômeurs).

Le nombre total d'offres d'emploi a baissé de 3 % entre 2013 et 2014. Avec le déploiement d'autres réseaux, Pôle emploi s'est spécialisé dans les offres d'emploi durables qui ont progressé de 3,8 % en un an et couvrent 43,5 % des offres soit 3 points de plus qu'en 2013. Les secteurs proposant le plus d'emplois sont les services aux particuliers et aux collectivités, le commerce, l'hôtellerie, restauration, alimentation, les transports, logistique et tourisme, le bâtiment, travaux publics, la santé, action sociale, culturelle et sportive, la gestion, administration des entreprises, la maintenance, la mécanique, le travail des métaux. Aucun de ces secteurs ne présente de tension sur le marché du travail. Seul l'enseignement, en particulier les professeurs du secondaire, présentent des difficultés de recrutement qui se sont légèrement renforcées. Néanmoins, selon l'enquête 2014 sur les besoins en main-d'œuvre³ réalisée par Pôle Emploi, les viticulteurs, les animateurs et les agriculteurs salariés sont parmi les métiers aux nombreux projets de recrutement saisonniers pour lesquels sont signalées des difficultés de recrutement.

Pour en savoir plus

- www.pole-emploi.fr
- Enquête Besoins en main-d'œuvre 2014

³ L'enquête porte sur les employeurs hors administrations de l'État (Ministères, Police, Justice...) et entreprises publiques (Banque de France...), ce qui correspond à 56 400 établissements pour la Picardie (SIRENE), dont 39 700 ont été interrogés cette année. Les résultats ont été redressés pour être représentatifs des employeurs de la région.

1 DEFM de catégorie A et ABC en Picardie à fin décembre 2014

| | DEFM | | Évolution annuelle (en %) | |
|-----------------------|-----------|-----------|---------------------------|------|
| | A | ABC | A | ABC |
| Hommes | 62 197 | 87 946 | 2,3 | 3,9 |
| Femmes | 53 099 | 85 602 | 1,2 | 3,3 |
| Moins de 25 ans | 22 120 | 32 103 | -3,1 | -1,2 |
| 50 ans et plus | 26 242 | 37 462 | 8,5 | 9,4 |
| DELD | nd | 82 280 | nd | 5,1 |
| Picardie | 115 296 | 173 548 | 1,8 | 3,6 |
| France métropolitaine | 3 552 905 | 5 291 760 | 5,4 | 6,4 |

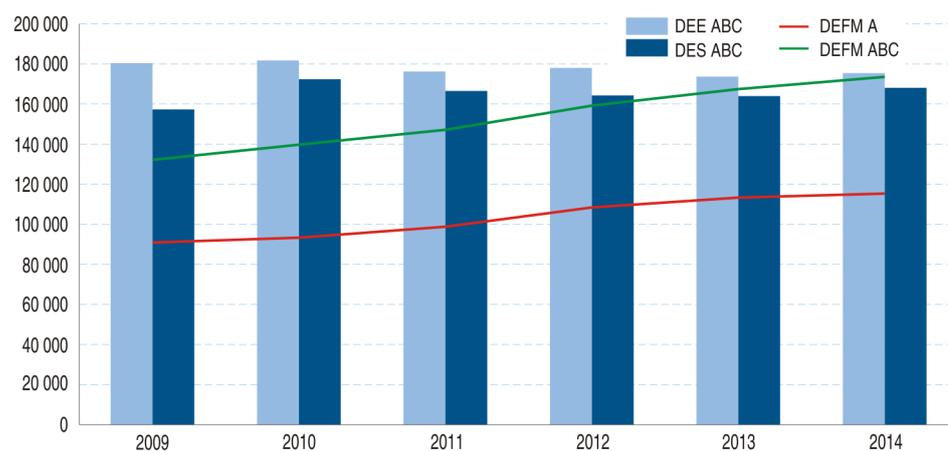
Source : Pôle emploi/DARES - DIRECCTE/ESE

2 Flux des demandes d'entrées, de sorties et DEFM depuis 2009

| | DEE ABC | DES ABC | DEFM A | DEFM ABC |
|------|---------|---------|---------|----------|
| 2009 | 180 366 | 157 291 | 90 877 | 132 120 |
| 2010 | 181 746 | 172 330 | 93 304 | 139 700 |
| 2011 | 176 202 | 166 544 | 98 766 | 147 154 |
| 2012 | 178 016 | 164 271 | 108 401 | 159 215 |
| 2013 | 173 686 | 163 960 | 113 292 | 167 442 |
| 2014 | 175 411 | 168 098 | 115 296 | 173 548 |

Source : Pôle emploi/DARES - DIRECCTE/ESE

3 Volume et évolution de la demande d'emploi en fin de mois des entrées et sorties de liste de demandeurs d'emploi



Source : Pôle emploi/DARES - DIRECCTE/ESE

Définitions

DEFM : Demandes d'emploi en fin de mois.
 DELD : Demandes d'emploi de longue durée.
 DEE : Demandes d'emploi - Entrées.
 DES : Demandes d'emploi - Sorties.
 Catégorie A : Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
 Catégorie ABC : Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

4 DEFM de catégories A et ABC en Picardie par famille de métiers à fin décembre 2014

| | DEFM A | Évolution annuelle (en %) | DEFM ABC | Évolution annuelle (en %) | Part DEFM A (en %) | Part DEFM ABC (en %) |
|--|---------|---------------------------|----------|---------------------------|--------------------|----------------------|
| Agriculture et pêche, espaces naturels et espaces verts, soins aux animaux | 6 683 | 1,0 | 8 828 | 3,2 | 5,8 | 5,1 |
| Art et façonnage d'ouvrages d'art | 485 | 9,0 | 644 | 7,2 | 0,4 | 0,4 |
| Banque, assurances et immobilier | 976 | -4,8 | 1 404 | -0,5 | 0,8 | 0,8 |
| Commerce, vente et grande distribution | 17 472 | 1,0 | 24 907 | 4,4 | 15,2 | 14,4 |
| Communication, media et multimédia | 1 227 | 4,8 | 1 685 | 3,2 | 1,1 | 1,0 |
| Construction, bâtiment et travaux publics | 11 909 | 3,9 | 16 420 | 4,9 | 10,3 | 9,5 |
| Hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs et animation | 7 601 | 3,3 | 10 746 | 6,2 | 6,6 | 6,2 |
| Industrie | 11 975 | 0,8 | 19 282 | 1,1 | 10,4 | 11,1 |
| Installation et maintenance | 5 273 | 3,3 | 7 307 | 4,5 | 4,6 | 4,2 |
| Santé | 3 001 | 3,1 | 4 776 | 4,4 | 2,6 | 2,8 |
| Services à la personne et à la collectivité | 22 275 | 1,5 | 37 312 | 4,0 | 19,3 | 21,5 |
| Spectacle | 664 | 0,8 | 1 777 | 4,9 | 0,6 | 1,0 |
| Support à l'entreprise | 11 792 | -0,8 | 16 892 | 0,9 | 10,2 | 9,7 |
| Transport et logistique | 13 943 | 3,1 | 21 548 | 4,4 | 12,1 | 12,4 |
| Famille de métiers non renseignée | 20 | 17,6 | 20 | 17,6 | 0,0 | 0,0 |
| Total | 115 296 | 1,8 | 173 548 | 3,6 | 100,0 | 100,0 |

Source : Pôle emploi/DARES - DIRECCTE/ESE

Le recours à l'activité partielle en baisse en 2014 Marie Duhayon, Direccte

L'activité partielle permet aux entreprises qui connaissent des difficultés économiques de diminuer ou suspendre leur activité tout en indemnisant leurs salariés pour compenser les pertes de salaires qui en découlent. L'État prend en charge une partie de l'indemnité. Les statistiques de l'activité partielle donnent donc un éclairage sur le « halo du chômage » et permettent de cerner les évolutions de conjoncture.

Au cours de l'année 2014, le recours à l'activité partielle a diminué en Picardie comme au niveau national par rapport à 2013. Les entreprises ont obtenu de la Direccte l'autorisation de recourir à plus de trois millions d'heures et elles en ont effectivement consommées 580 000 contre 690 000 en 2013.

Les évolutions divergent cependant selon les départements : la consommation d'heures d'activité partielle a baissé d'un tiers dans l'Oise sur l'année, alors que les heures consommées dans la Somme et surtout dans l'Aisne sont remontées au second semestre. Ainsi, si la tendance annuelle reste à la baisse dans la Somme, elle est en hausse dans le département de l'Aisne qui représente 40 % des heures consommées en 2014 contre 30 % en 2013.

Le secteur industriel porte à lui seul la baisse du recours au dispositif dans la région avec un nombre d'heures chômées divisé par deux. Néanmoins, ce secteur reste le principal consommateur d'activité partielle en regroupant la moitié des heures consommées en 2014 contre les trois quarts en 2013. À l'inverse, l'agriculture, en particulier la pêche et l'aquaculture, ainsi que la construction connaissent les plus fortes hausses. Dans ce dernier secteur, le nombre d'heures consommées a plus que doublé, dépassant les 90 000 contre 40 000 en 2013. Le recours au dispositif a également progressé dans le tertiaire qui représente un tiers des heures consommées contre 18 % en 2013. Enfin, ce sont les entreprises de plus de 250 salariés qui ont moins utilisé l'activité partielle alors que les entreprises de moins de 20 salariés l'ont davantage mobilisée qu'en 2013.